

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'agrément en gestion de projets e-business**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.976/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

2^o le Ministre : le Ministre qui a la recherche et les technologies nouvelles dans ses attributions;

3^o l'Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4^o l'entreprise : l'entité économique telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret;

5^o le projet e-business : le projet visant à intégrer l'e-business dans le fonctionnement de l'entreprise, en vue de faciliter et/ou accroître les activités économiques de celle-ci;

6^o l'agrément : l'agrément en gestion de projets e-business;

7^o le gestionnaire : le gestionnaire agréé de projets e-business;

8^o le référentiel : le document reprenant l'ensemble des compétences détenues par le gestionnaire.

Art. 2. Le Ministre accorde l'agrément à toute personne physique qui se conforme aux dispositions du présent arrêté et en formule la demande.

Art. 3. La demande d'agrément doit être introduite auprès de l'Administration par courrier.

Elle contient obligatoirement :

1^o un *curriculum vitae*;

2^o les références du demandeur démontrant qu'il exerce à titre principal une activité de conseil, de gestion ou de mise en œuvre de projets e-business;

3^o la preuve détaillée et probante d'une expérience professionnelle dans la mise en œuvre d'au moins deux projets e-business;

4^o au moins deux lettres de satisfaction de clients;

5^o les conditions tarifaires habituellement pratiquées par le demandeur;

et, le cas échéant :

6^o un document attestant d'une formation en gestion d'entreprises, gestion d'équipes, gestion de projets auprès d'organismes reconnus;

7^o un document attestant d'une formation en informatique, techniques web, télécommunications, nouvelles technologies de l'information et de la communication, auprès d'organismes reconnus.

Art. 4. Si la demande est incomplète, l'Administration en informe le demandeur dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande. Si le demandeur ne donne pas suite dans les vingt jours ouvrables, il est censé avoir retiré sa demande.

L'introduction d'une demande complète fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au demandeur dans les cinq jours ouvrables et mentionnant la date de réception.

La demande est examinée, dans les vingt jours ouvrables de l'accusé de réception de la demande indiquant que celle-ci est complète, par une Commission composée d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement wallon, d'un représentant de chacun des Vice-Présidents, d'un représentant du Ministre qui a la recherche dans ses attributions à moins que celui-ci soit déjà représenté à un autre titre, de deux représentants de l'Agence wallonne des Télécommunications, d'un expert en matière d'e-business figurant parmi les membres du Comité scientifique de l'Agence wallonne des Télécommunications issus des milieux universitaires et de la recherche, d'un expert en matière d'e-business figurant parmi les membres du Comité scientifique de l'Agence wallonne des Télécommunications issus du milieu des entreprises, d'un expert en formation professionnelle dans le domaine des technologies de l'information, de deux représentants de l'Administration et de deux représentants de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission.

Art. 5. Le Ministre statue, sur avis conforme de la Commission visée à l'article 4, sur la demande d'agrément dont il est saisi et notifie sa décision au demandeur.

Art. 6. L'agrément est accordé pour une durée de trois années. Cependant, il ne vaut que pour un an si l'intéressé exerce à titre principal son activité de conseil, de gestion ou de mise en œuvre de projets e-business depuis moins de deux ans.

Le gestionnaire agréé peut utiliser le titre « gestionnaire agréé de projet e-business ».

L'agrément est renouvelable à la demande du gestionnaire agréé.

Art. 7. Le gestionnaire agréé est tenu notamment:

1° d'adhérer aux règles de bonne conduite établies par l'Administration;

2° de respecter le cahier des charges complété par l'entreprise, sur base du cahier des charges type établi par l'Administration;

3° de signer l'attestation d'agrément, établie par l'Administration et de la respecter dans le cadre de ses prestations de gestionnaire;

4° de compléter le référentiel établi et conservé par l'Administration;

5° de s'assurer de la réalité des informations qu'il transmet à l'Administration;

6° de suivre l'évolution des technologies et du marché en matière d'e-business et de mettre à jour régulièrement ses connaissances.

Art. 8. Le Ministre retire l'agrément en cas de méconnaissance ou de non-respect d'une des exigences prescrites par le présent arrêté.

L'intéressé peut, au préalable, faire valoir ses moyens de défense.

Il en est informé par une lettre recommandée le mettant en demeure de communiquer au Ministre, dans les 45 jours ouvrables, toute information utile.

Le retrait de l'agrément entraîne l'interdiction d'utiliser le titre de « gestionnaire agréé de projets e-business ».

Art. 9. Le Ministre de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3826

[C — 2002/28023]

19. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Zulassung für die Führung von E-Business – Projekten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

Aufgrund des am 12. September 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. September 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 21. August 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 33.976/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung und die neuen Technologien gehören;

3° die Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° der Betrieb: die wirtschaftliche Einheit gemäß der in Art. 1, § 1 des Dekrets gegebenen Definition;

5° das E-Business – Projekt: das Projekt zur Einführung des E-Business in die Arbeitsweise des Betriebs, zwecks der Vereinfachung oder Steigerung dessen wirtschaftlicher Tätigkeiten;

6° die Zulassung: die Zulassung für die Führung von E-Business – Projekten;

7° der Projektführer: der zugelassene Führer von E-Business – Projekten;

3° die Referenzunterlage: die Unterlage, in der die Gesamtheit der Befugnisse des Projektführers angegeben sind.

Art. 2 - Der Minister gewährt die Zulassung jeder natürlichen Person, die die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses einhält und den entsprechenden Antrag einreicht.

Art. 3 - Der Antrag auf Zulassung muss bei der Verwaltung über den Postweg eingereicht werden.

Er muss folgende Unterlagen enthalten:

1° ein Lebenslauf;

2° die Referenzen des Antragstellers, aus denen hervorgeht, dass er eine hauptberufliche Tätigkeit im Bereich der Beratung, Führung oder Umsetzung von E-Business - Projekten ausübt;

3° die ausführliche und zugkräftige Beweisführung einer beruflichen Erfahrung bei der Umsetzung von wenigstens zwei E-Business - Projekten;

4° mindestens zwei Briefe, in denen die Kunden ihre Zufriedenheit kundgeben;

5° die üblichen tariflichen Bedingungen des Antragstellers;

und gegebenenfalls:

6° eine Unterlage, die beweist, dass der Antragsteller bei anerkannten Instituten eine Ausbildung im Bereich der Betriebsführung, der Teamführung, der Projektführung erfolgreich abgeschlossen hat;

7° eine Unterlage, die beweist, dass der Antragsteller bei anerkannten Instituten eine Ausbildung im Bereich der EDV, der Web-Technik, der Telekommunikation, der neuen Informations- und Kommunikationstechnologie erfolgreich abgeschlossen hat.

Art. 4 - Falls der Antrag unvollständig ist, so teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Antrags mit. Wenn der Antragsteller dieser Mitteilung innerhalb von zwanzig Werktagen nicht Folge leistet, wird davon ausgegangen, dass er seinen Antrag zurückgezogen hat.

Die Einreichung eines vollständigen Antrags gibt Anlass zur einer Empfangsbestätigung, die dem Antragsteller innerhalb von fünf Werktagen zugeschickt wird, und in der das Eingangsdatum angeführt wird.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach Ausstellung der Empfangsbestätigung, die angibt, dass der Antrag vollständig ist, wird letzterer durch eine zuständige Kommission untersucht. Diese Kommission setzt sich zusammen aus einem Vertreter des Minister-Präsidenten der Wallonischen Regierung, einem Vertreter jedes der Vizepräsidenten, einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört, es sei denn, dieser wird bereits in einer anderen Eigenschaft vertreten, zwei Vertretern der "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur), einem Sachverständigen im Bereich des E-Business unter den Mitgliedern des wissenschaftlichen Ausschusses der "Agence wallonne des Télécommunications", die aus universitären und mit der Forschung beschäftigten Kreisen stammen, einem Sachverständigen im Bereich des E-Business unter den Mitgliedern des wissenschaftlichen Ausschusses der "Agence wallonne des Télécommunications", die aus den unternehmerischen Kreisen stammen, einem Sachverständigen für berufliche Ausbildung im Bereich der Informationstechnologien, zwei Vertretern der Verwaltung und zwei Vertretern der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die Regierung bezeichnet die Mitglieder der Kommission.

Art. 5 - Der Minister befindet über den Zulassungsantrag, mit dem er befasst wird, nach Zustimmung der in Artikel 4 erwähnten Kommission, und stellt dem Antragsteller seine Entscheidung zu.

Art. 6. Die Zulassung wird für eine Frist von drei Jahren gewährt. Jedoch gilt sie nur für ein Jahr wenn der Betroffene seine hauptberufliche Tätigkeit im Bereich der Beratung, Führung oder Umsetzung von E-Business - Projekten seit weniger als zwei Jahren ausübt.

Der zugelassene Projektführer kann den Titel eines "zugelassenen E-Business-Projektführers" führen.

Die Zulassung ist auf Antrag des zugelassenen Projektführers erneuerbar.

Art. 7 - Der zugelassene Projektführer hat insbesondere folgenden Verpflichtungen zu genügen:

1° die von der Verwaltung erstellten Verhaltensregeln einhalten;

2° dem vom Betrieb auf der Grundlage des von der Verwaltung ausgearbeiteten Musterlastenheftes ausgefüllten Lastenheft genügen;

3° die von der Verwaltung ausgestellte Zulassungsbescheinigung unterschreiben und im Rahmen seiner Leistungen als Projektführer einhalten;

4° die von der Verwaltung ausgestellte und aufbewahrte Referenzunterlage ausfüllen;

5° die Richtigkeit der Informationen, die er der Verwaltung übermittelt, prüfen;

6° die Entwicklung der Technologien und des Markts im Bereich des E-Business verfolgen und seine Kenntnisse regelmäßig auf den neuesten Stand bringen.

Art. 8. Im Falle der Nichtbeachtung einer der durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Anforderungen zieht der Minister die Zulassung zurück.

Der Betroffene kann vorher seine Verteidigungsgründe gelten lassen.

Hierüber wird er durch einen Einschreibebrief informiert, der ihn mahnt, dem Minister innerhalb 45 Werktagen jegliche nützliche Information mitzuteilen.

Der Entzug der Zulassung zieht das Verbot nach sich, den Titel des "zugelassenen E-Business-Projektführers" weiter zu führen.

Art. 9 - Der Minister der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wirksam.

Namur, den 19. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien
S. KUBLA

VERTALING

N. 2002 — 3826

[C — 2002/28023]

**19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de erkenning voor het beheer van e-businessprojecten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 september 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 33.976/2 van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

3° het Bestuur : het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° de onderneming : de bedrijfseenheid zoals omschreven in artikel 1, § 1, van het decreet;

5° het e-businessproject : het project voor de integratie van e-business in de werking van de onderneming, met het oog op de vergemakkelijking en/of de verhoging van de bedrijfsactiviteit;

6° de erkenning : de erkenning voor het beheer van e-businessprojecten;

7° de beheerder : de erkende beheerder van e-businessprojecten;

8° het referentiedocument : het document waarin alle vaardigheden van de beheerder vermeld staan.

Art. 2. De Minister verleent de erkenning aan elke natuurlijke persoon die zich naar de bepalingen van dit besluit schikt en daarvoor een aanvraag indient.

Art. 3. De erkenningsaanvraag wordt per briefwisseling ingediend bij het bestuur.

Bij bedoelde aanvraag worden verplicht gevoegd :

1° een *curriculum vitae*;

2° de referenties van de aanvrager waarmee hij aantoont dat hij als hoofdbedrijvigheid de adviesverlening, het beheer of de implementering van e-businessprojecten heeft;

3° het omstandige en geldige bewijs van een beroepservaring in de implementering van minstens twee e-businessprojecten

4° minstens twee brieven van klanten die hun voldoening bekendmaken;

5° de tariefvoorwaarden die de aanvrager gewoonlijk hanteert;

6° een document dat als getuigschrift geldt voor een bij erkende instellingen gevuld opleiding in bedrijfsbeheer, teammanagement, projectbeheer;

7° een document dat als getuigschrift geldt voor een bij erkende instellingen gevuld opleiding in informatica, internettechnieken, telecommunicatie, nieuwe informatie- en communicatietechnologieën.

Art. 4. Als de aanvraag onvolledig is, licht het Bestuur de aanvrager daarover in binnen de tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag. Als de aanvrager geen gevolg geeft binnen de twintig werkdagen, wordt hij geacht zijn aanvraag te hebben ingetrokken.

Voor de indiening van een volledige aanvraag wordt een ontvangstbewijs aan de aanvrager gericht binnen de vijf werkdagen, met vermelding van de ontvangstdatum.

De aanvraag wordt binnen de twintig werkdagen na het ontvangstbericht waarin aangegeven wordt dat bedoelde aanvraag volledig is, behandeld door een commissie bestaande uit één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Waalse Regering, één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Onderzoek tenzij laatstgenoemde reeds in een andere hoedanigheid is vertegenwoordigd, twee vertegenwoordigers van het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie), één deskundige inzake e-business die deel uitmaakt van de leden van het wetenschappelijk comité van het "Agence wallonne des Télécommunications" afkomstig uit universitaire kringen, één deskundige inzake e-business die deel uitmaakt van de leden van het wetenschappelijk comité van het "Agence wallonne des Télécommunications" afkomstig uit de bedrijfswereld, één deskundige inzake beroepsopleiding op het vlak van de informatietechnologieën, twee vertegenwoordigers van het Bestuur en twee vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Regering wijst de leden van de Commissie aan.

Art. 5. De Minister beslist na eensluidend advies van de Commissie bedoeld in artikel 4, over de erkenningsaanvraag die hem wordt voorgelegd en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 6. De erkenning wordt verleend voor een duur van drie jaar. Hij geldt evenwel slechts één jaar als betrokken sinds minder dan twee jaar als hoofdbedrijvigheid de adviesverlening, het beheer of de implementering van e-businessprojecten heeft.

De beheerder kan de titel « erkend beheerder van e-businessprojecten » voeren.

De erkenning is hernieuwbaar op verzoek van de erkende beheerder.

Art. 7. De beheerder is meer bepaald verplicht om :

1° in te stemmen met de door het Bestuur vastgestelde gedragregels;

2° het bestek na te leven dat door de onderneming wordt ingevuld, op grond van het door het Bestuur vastgestelde typebestek;

3° het erkenningsattest dat door het Bestuur is vastgesteld, te ondertekenen en na te leven in het kader van zijn prestaties als beheerder;

4° het door het Bestuur vastgestelde en bewaarde referentiedocument in te vullen;

5° erover waken dat de door hem aan het Bestuur overgemaakte inlichtingen waarchtig zijn;

6° de ontwikkeling op het vlak van de technologieën en van de e-businessmarkt te volgen en regelmatig zijn kennis bij te werken.

Art. 8. De Minister trekt de erkenning in bij miskenning of niet-naleving van één van de vereisten voorgeschreven bij dit besluit.

Betrokkene kan voorafgaandelijk zijn verdedigingsmiddelen laten gelden.

Hij wordt er bij aangetekend schrijven over ingelicht, waarbij hij in gebreke wordt gesteld om de Minister binnen de 45 werkdagen elke nuttige inlichting over te maken.

De intrekking van de erkenning houdt het verbod in om de titel « erkend beheerder van e-businessprojecten » te voeren.

Art. 9. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

F. 2002 — 3827

[C — 2002/28024]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.976/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a la recherche et les technologies nouvelles dans ses attributions;

3° l'Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4° l'entreprise : l'entité économique telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret;

5° la prime : l'aide octroyée en vertu du décret pour la création d'un site e-business;

6° l'application informatique : la mise en œuvre d'un procédé informatique;

7° le site e-business : l'espace virtuel qui se trouve sur le réseau Internet contenant et qui contient diverses sortes d'informations ou d'applications informatiques et qui permet à une entreprise d'accélérer et d'automatiser :

a) la vente de produits ou des services destinés aux consommateurs, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce, (référence à la loi de 1991) l'information et la protection du consommateur;

b) la vente de produits ou des services destinés à toute autre entité économique;